

# Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

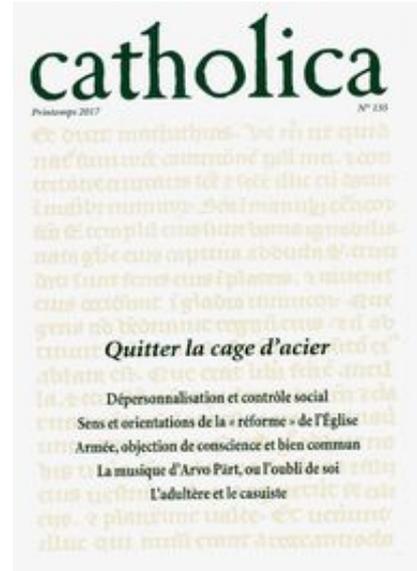
## Numéro 135 : Quitter la cage d'acier

Bernard Dumont , le samedi 29 avril 2017

Une communauté politique acquiert et maintient sa cohésion par des voies d'autorité, certes, mais aussi par jeu d'influences mutuelles ou respect de conventions établies. La sociologie américaine du milieu du siècle dernier a nommé cela le « contrôle social », concept neutre ne préjugant en rien de la valeur objective, en regard du véritable bien humain, de l'organisation concrète de telle ou telle société, à la différence d'un Aristote ou d'un saint Thomas d'Aquin, attentifs à l'interrelation des causes de l'ordre social et au degré de respect du bien commun comme critère ultime de jugement. L'approche sociologique, élaborée dans le cadre général d'une culture scientifique agnostique, prétend s'interdire de juger, facilitant ainsi la réduction au rang d'opinion de toute appréciation sur la bonté ou la nocivité des situations de fait. Il n'empêche qu'elle fait apparaître bien des aspects de la réalité, comme cette « cage d'acier » dans laquelle, il y a un siècle, Max Weber nous voyait déjà enfermés, conséquence inéluctable de l'esprit du capitalisme, lui-même inspiré du puritanisme. Des sociologues français ont beaucoup contribué, en pleine période soixante-huitarde, à mettre en avant l'évolution du contrôle social dans le cours de la modernité, soit avec Michel Foucault, dans la logique de la rationalisation technique, soit encore avec Pierre Bourdieu, en s'emparant du langage comme véhicule implicite de la normalité. Des notions telles que celles de domination, d'orthopédie sociale, de surveillance centrale (inspirée du Panoptique de Bentham) ont alors été vulgarisées pour stigmatiser toute forme d'ordre et de discipline, en symbiose avec la pente naturelle du capitalisme à lever tout obstacle à l'hédonisme moteur de la consommation.

Mais de telles critiques atteignent aussi, en fait, les modalités d'encadrement des masses en vigueur lors de la phase antérieure de la modernité, comme l'exploitation du nationalisme exacerbé, l'appel au civisme républicain, le respect des autorités dans l'enseignement... Dans ce dernier domaine, la « religion » jacobine de l'école de la République n'allait pas jusqu'à déformer la capacité de raisonner ; elle laissait place à l'acquisition des humanités, elle n'engendrait pas comme

aujourd'hui la perte des repères historiques, géographiques, linguistiques. Tout cela s'est maintenant inversé, l'État faisant la promotion de l'antipatriotisme, du « métissage » culturel, de la politique antifamiliale, d'une éducation à rebours, de la transformation arbitraire de la langue... Parallèlement la contrainte administrative, judiciaire et policière s'est durcie, multipliant surveillance numérique, sanctions, prisons, soit pour imposer les « nouvelles valeurs », soit pour tenter de limiter les dégâts causés par leur introduction. En symbiose avec les éléments les plus idéologiquement actifs au profit d'une avancée radicale dans la réalisation du projet moderne, l'appareil d'État s'est donc mué, sous cette apparente contradiction, en instrument privilégié de la déstructuration de la société, et de sa perte d'identité. Dans la désocialisation caractéristique de la modernité tardive, la contrainte est donc du côté de ceux qui prétendent dénoncer la tyrannie des normes, alors même que celles-ci sont toujours plus nombreuses.



L'analyse sociologique est très utile d'un point de vue descriptif et comparatif, mais reste subordonnée à l'approche philosophique – théologiquement ouverte – qui part du bien, du juste, du vrai pour juger les situations et mécanismes qu'elle fait apparaître. A tous points de vue, entre une société traditionnelle et la société moderne, surtout dans sa période tardive, il y a un abîme.

Le contraste est saisissant non seulement dans l'idéal, mais aussi dans ce que furent les sociétés de chrétienté, ou à un moindre degré, celles qui ont encore maintenu des formes traditionnelles malgré l'occidentalisation du monde. Pour autant qu'y étaient ou sont encore respectés les principes fondamentaux de la raison politique, on y rencontre assurément une forme d'incitation à se comporter selon les exigences d'une vie sociale digne de ce nom, à savoir le respect des autres, la bienveillance mutuelle et la paix, toutes dispositions assurant la transmission du patrimoine moral collectif, en un mot, la sauvegarde du bien commun. La fonction du pouvoir politique y est de veiller au maintien, à la protection et à la croissance de tous ces biens, au respect des lois, des coutumes ancestrales, tandis que l'exemple des anciens, des héros, le travail des historiens, des éducateurs, des auteurs littéraires, des artistes, et en général de toutes les élites concourent à la conservation des institutions servant de base stable et continue à la société. L'usage de la contrainte ne peut y être pensé qu'en tant qu'exception, comme un moyen transitoire et particulier de ramener à l'ordre des choses, au même titre que la défense contre les agressions extérieures par le moyen de la guerre. Si cette contrainte se généralisait et perdurait au-delà du nécessaire, elle se transformerait en l'inverse de ce qu'elle doit être, elle détruirait le lien social au lieu de le maintenir. L'ordre permettant à la communauté d'exister, s'il est engendré et sauvegardé par l'autorité, s'impose cependant non à une masse inerte mais à un ensemble humain qui doit être en mesure d'acquiescer, et donc de participer par sa bonne volonté au bien de tous, ce que facilite le respect des bonnes coutumes. Beaucoup sinon tous se font alors un devoir de respecter lois et usages, attentifs à ce qui se fait et ne se fait pas, ne serait-ce qu'au titre de ce qu'Orwell appelait la décence ordinaire – *common decency* – encore présente dans différentes couches sociales, notamment populaires, jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, mais devenue plus rare aujourd'hui.

Vision idyllique que tout cela, sans doute si l'on prétend oublier que l'homme est pécheur, et cependant seul idéal digne d'être recherché en matière de sociabilité humaine. Quant à la société chrétienne, elle ajoute, dans son principe, à ces conditions de possibilité élémentaires un motif

religieux particulier, de même que la sainteté de vie de quelques-uns entraîne tous les autres vers le haut. Ce qui est dit ici de l'ordre politique chrétien vaut à plus forte raison de l'Église en tant que société humano-divine, régie par une discipline dont le fondement est la volonté instituante du Christ, qui est la Tête dont les membres sont tous solidaires par la grâce qu'ils en reçoivent : la « communion des saints » est à elle seule le modèle le plus élevé que l'on puisse concevoir pour la vie sociale. Si contrôle social il doit y avoir au sein de l'Église, ce ne peut être qu'en subordination à cette relation, par le biais de la conservation de « l'unité de l'Esprit par le lien de la paix » (Actes 2, 42).

Par contraste, la fin vers laquelle se dirigent la société moderne tardive, en général, et chaque communauté politique en particulier pour autant qu'elle en suive le cours, n'est en fait rien d'autre que son autodestruction en tant que communauté naturelle de vie. Ce destin est présent dans l'idée moderne originelle, dans la mesure où chaque individu y est affirmé souverain, sans restriction autre que la compatibilité avec la souveraineté des autres. La relation avec autrui, à quelque niveau qu'elle soit, y est tenue pour légitime si elle est utile – matériellement, affectivement –, et selon une vue plus romantique, elle l'est aussi sur le fondement d'une reconnaissance mutuelle entre sujets fermement désireux d'être respectés, au terme d'un entrecroc concurrentiel, d'une « lutte à mort » plus ou moins symbolique. Tout ceci n'est qu'une suite d'abstractions, la réalité étant moins simple que l'idée. Seuls les plus exempts de scrupules peuvent se comporter intégralement de la sorte. Il faut ajouter que, en raison de son caractère antinaturel, cette conception d'une vie collective fondée sur la concurrence des égoïsmes, l'idéal d'une bande de larrons disait saint Augustin, ne peut que bien difficilement demeurer cohérente dans la durée. À part ces exceptions, la masse des hommes est appelée à être soigneusement encadrée, ou bien alors livrée à elle-même en attendant que des antagonismes et des inhibitions mutuelles surgisse quelque chose comme un ordre.

Dans ce jeu d'apparence contradictoire entre socialisme et libéralisme, ou technocratie et anarchie, facteurs actifs et passifs combinent leurs effets : course au profit, activisme de minorités idéologiques et pouvoir (dit « politique ») d'un côté, conséquences de l'atomisation des individus et croissance exponentielle des techniques de communication de l'autre. Ainsi se constitue une nouvelle forme originale du contrôle social en correspondance avec l'évolution de la modernité.

La recherche du profit est illimitée dans son ambition (la croyance entretenue en la croissance indéfinie en témoigne). Il est donc normal que dans une société sans régulation politique proprement dite – sans prudence appliquée à chercher le plus grand bien de tous – tout soit fait pour obtenir de pousser toujours plus loin la création des besoins et de leur renouvellement rapide, en levant toute espèce d'inhibition ou de barrière, et c'est bien ce à quoi s'emploie l'industrie publicitaire. Celle-ci a fait un premier bond en avant, très symboliquement, à partir de 1968, et un autre grâce à la disposition de nouveaux instruments techniques. L'outil numérique permet de réaliser d'une manière toujours plus affinée le *traçage*, c'est-à-dire le fichage permanent des individus, de connaître leurs goûts, de prévenir leurs envies, en bref, de programmer les tentations les plus à même de les séduire. Notre quotidien baigne dans cette atmosphère qui s'ajoute aux effets des formes préexistantes de publicité toujours en vigueur. L'expansion de ce qu'Ernest Dichter avait nommé la « stratégie du désir » est d'autant plus pressante qu'elle est elle-même poussée par des mécanismes financiers en quête perpétuelle d'accroissement des gains ; d'autre part ce processus suit l'augmentation des rythmes de la vie décrits par Hartmut Rosa dans *Accélération. Une critique sociale du temps*. Face à des menaces de stagnation ou de récession, loin de ramener à un comportement plus sage, c'est une surenchère dans l'incitation qui se manifeste.

L'activisme idéologique, qui est le fait de groupes organisés comme d'individus isolés ayant particulièrement assimilé l'esprit de la modernité, ou se transformant en militants pour des motifs existentiels personnels, facilite le mouvement en exerçant une vigilance constante sur le respect de *l'interdit d'interdire*, avec un zèle conduisant à surveiller la pensée et espionner la conduite des autres, à marteler les consignes et les menaces pour que tous se plient à l'acceptation du cours des choses. Se présentant comme (ou se croyant eux-mêmes) situés à l'avant-garde du futur, ils sont en réalité les agents du maintien en état du processus de destruction, des « révolutionnaires du statu quo » (Claude Allègre) au nom duquel ils outragent et ostracisent ceux qui ne se font pas une raison de la catastrophe qui les séduit.

Le troisième facteur actif du contrôle social actuel est le pouvoir d'État, un pouvoir que l'on qualifie de politique parce qu'il s'exerce sur les peuples et territoires jadis bien spécifiés, érigés comme États-nations au cours de la période faste de la modernité, mais ce qualificatif est plus que jamais inapproprié. Le pouvoir étatique assume maintenant, de manière plus évidente que par le passé, une fonction de contrainte en symbiose avec les deux autres facteurs précédemment relevés. Il n'est qu'un instrument de gestion disposant du monopole de la contrainte (ou y prétendant) au nom de la « souveraineté », c'est-à-dire d'une totale liberté d'action, réalisant ainsi le vieux rêve saint-simonien de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses. Un instrument donc, mais au service de qui ? Des partis, comme depuis l'aube de la période révolutionnaire, mais de partis eux-mêmes en étroite soumission à la domination générale de l'économie et des forces idéologiques qui en assurent la pérennité. Si les affirmations marxistes du passé, selon lesquelles les gouvernements libéraux n'étaient que les représentants du Grand Capital, sans être absolument fausses étaient cependant réduites à des slogans démagogiques, qui pourrait maintenant nier la dépendance des mêmes gouvernants envers les puissances financières et les détenteurs d'intérêts économiques mondiaux ? Les appareils étatiques encore désignés comme nationaux assument la fonction de gestion des populations présentes sur les territoires dont ils ont conservé la compétence, gestion que facilite l'emploi de moyens numériques de contrôle. Une bureaucratie nouvelle et anonyme se renforce considérablement au point que même l'aspect humain de la gestion tend à s'effacer pour laisser place au jeu des algorithmes. Le concours des trois facteurs qui viennent d'être sommairement décrits conduit ainsi à une forme d'appareillage de la vie des individus, que l'on pourrait en quelque sorte considérer comme un régime de liberté surveillée.

Il n'en demeure pas moins que la stabilité relative de la société décomposée que nous connaissons résulte aussi nécessairement du consentement des individus, d'autant plus qu'ils en éprouvent le besoin, comme ces immigrants décrits par David Riesman dans *La foule solitaire*, qui, arrivant dans un milieu américain inconnu, s'ingéniaient à en imiter scrupuleusement les manières. Cette acceptation peut être attribuée à une certaine adhésion aux principes mêmes du système global, résultat par exemple de l'impression flatteuse de pouvoir sans entraves réaliser ses désirs, tombant dans le piège du choix proposé à l'intérieur seulement d'une panoplie prédéterminée. De tels sentiments sont proportionnellement facilités par le degré d'intégration dans le cadre présenté, puisque celui-ci exclut les critères de jugement qui permettraient de comprendre qu'en fait de liberté, celle-ci se trouve ailleurs. Lorsqu'une société d'origine américaine organise une campagne d'affichage en Europe pour promouvoir l'infidélité conjugale et offre dans ce but ses services (payants), cela lui permet de s'enrichir, ceux qui jouent ce jeu doivent le trouver drôle, mais le poids des conséquences n'est supporté qu'ultérieurement, et il peut être très lourd. Ce genre d'activité opère à l'abri de la liberté d'expression, il est appuyé par les idéologues de la destruction de la famille et va dans le sens ludique et « libéré » cohérent avec l'irresponsabilité qui est l'un des signes du délitement social. Qu'il s'agisse d'une tentation, cela est évident, mais la faiblesse

morale en est la condition de réussite. En l'absence d'ordre politique digne de ce nom, sans la possibilité de bénéficier d'un appui de proches tout aussi atteints par la confusion profonde de l'échelle du bien et du mal, il faut une force particulière pour ne pas tomber. Cet exemple n'en est qu'un parmi d'autres, les pièges étant innombrables, une grande part du système marchand reposant en fait sur leur multiplication tout autant que sur l'isolement d'individus désemparés, culturellement déracinés, sans structure morale forte, laissés à l'abandon par la *trahison des clercs*..

« Les choses sont libres, c'est l'homme qui ne l'est pas », affirme Günter Anders dans *L'obsolescence de l'homme*. La numérisation de la vie quotidienne, on l'a dit, permet le fichage des individus et la prédiction de leurs désirs, mais elle fait plus encore, par leur propre déréalisation. L'accès désordonné et quantitativement écrasant à Internet, la participation à un débat multiforme et permanent aussi fictif qu'inutile, la psychodépendance au téléphone portable, à la réalité virtuelle – étrange oxymore ! – et virtuellement « augmentée », autant de choses qui conduisent directement à la soumission au système dominant, détournant de la réalité pour vivre dans l'irréel plus que ne l'obtenaient les anciennes idéologies. Dire cela ne condamne pas l'outil mais un certain usage de celui-ci. L'inversion du réel et du virtuel fait de cet usage un auxiliaire majeur du suicide mental caractéristique de la dissociété. Le contrôle social du haut vers le bas peut alors passer encore plus aisément dans les habitudes, et ce faisant s'intérioriser dans l'esprit de chacun d'autant plus qu'il est inconscient. Max Weber parlait dans *Économie et société* d'un « esclavage sans maître », et Hannah Arendt (*Du mensonge à la violence*) d'une « tyrannie sans tyran ». Que diraient-ils au moment où l'aliénation technique devient un fond commun sur lequel le renforcement des contraintes peut s'opérer en basse intensité à la mesure du consentement qui lui est accordé !

Est-il possible d'échapper à la servitude volontaire ? Oui, sans doute, au prix d'une certaine capacité de révolte contre l'étouffement de notre liberté intérieure, condition *sine qua non* de toute renaissance individuelle et collective. Comment ne pas ressentir le fait que les voix s'exprimant dans l'Église d'aujourd'hui, qui devraient être particulièrement prophétiques face à l'immense ébranlement social en cours, se fassent beaucoup entendre dans le sens inverse, poussant aux extrêmes la tentation de parler comme le monde, un monde en outre largement dépassé par les conséquences de ses propres œuvres. En dépit de tout cela, la dérive autodestructrice à laquelle nous assistons choque tous ceux qui n'ont pas encore abdiqué leur capacité de juger. Ils y sont aidés par la grossièreté des pressions subies dont ils comprennent qu'elles menacent leur être même. La perte d'intérêt pour les grands médias, le rejet des partis établis, la multiplication des publications critiques retournant les effets d'une désinformation devenue tellement outrancière qu'elle finit par s'annuler, tout cela montre que la nature humaine se rebiffe. A quelques égards cette situation rappelle l'URSS finissante : une énorme machine de conquête du monde qui implose un beau jour pour avoir perdu l'illusion qui l'avait fondée dans le dédale d'une immense bureaucratie. L'Occident triomphant ne saurait échapper au même sort, tôt ou tard. Les jeux définitifs ne sont donc pas encore faits. Il reste que les signes positifs de retour à la vie sont encore trop rarement accompagnés d'une claire notion des fondements de toute vie sociale digne de ce nom, et, peut-être plus dangereusement encore, d'une identification précise du désordre radical vers lequel nous tendons, de ses causes structurelles et des principes qui les orientent.

Le samedi 29 avril 2017 à 13:59 . Classé dans